

# Les dispositifs « CFC »

## Sommaire :

Introduction

### **I - La législation britannique sur les « Controlled Foreign Companies »**

- a) Définition d'une CFC
- b) Conséquences fiscales

### **II – Le fonctionnement général des articles 209 B et 123 bis du CGI**

#### **A - L'article 209 B du CGI**

#### **I- Le dispositif en vigueur jusqu'au 31 décembre 2005**

A- Participation de la personne morale dans l'entité établie hors de France

B- Conditions d'imposition

- 1° La proportion des résultats à retenir
- 2° La reconstitution des résultats obtenus hors de France

C- Elimination de la double-imposition

#### **II - Le nouveau dispositif et les aménagements apportés à l'article 209 B**

A- Le champ d'application

- 1° Les structures étrangères concernées
- 2° Notion de régime fiscal privilégié
- 3° Participations détenues par la personne morale française

B- Les modalités d'application

- 1° Les bénéfices d'un établissement stable
- 2° Les bénéfices d'une entité juridique

C- Les clauses de sauvegarde

- 1° Clauses de sauvegarde dans le cadre communautaire
- 2° Clauses de sauvegarde hors communauté européenne

## **B - L'article 123 bis du CGI**

### **1 - Le champ d'application**

### **2 - Les modalités d'application**

## **III - Les difficultés d'application et de compatibilité des articles 209 B et 123 bis du CGI avec les conventions fiscales internationales et le droit communautaire**

### **I - La compatibilité avec les conventions fiscales internationales**

- 1) L'invocabilité des conventions fiscales internationales en présence des articles 209 B et 123 bis du CGI
- 2) Les incidences des conventions fiscales internationales sur les articles 209 B et 123 bis du CGI

### **II - La compatibilité des articles 209 B et 123 bis du CGI au regard du droit communautaire**

#### **A) L'incompatibilité de ces articles au regard des libertés fondamentales reconnues par le droit communautaire**

- 1) Le principe de liberté d'établissement
- 2) Le principe de la libre prestation de services
- 3) Le principe de la liberté de circulation des capitaux

#### **B) Les justifications possibles des entraves aux libertés fondamentales**

- 1) Les Etats peuvent entraver les libertés fondamentales
- 2) Le principe de proportionnalité comme limite des justifications des entraves fiscales

Pour lutter contre l'évasion ou la fraude fiscale internationale, pour éliminer des montages juridiques permettant d'échapper à l'impôt et pour éviter la réduction des recettes fiscales, plusieurs pays élaborent des dispositifs qui ont pour objectif de renforcer le contrôle fiscal et dissuader les contribuables résidents de localiser les bénéfices dans des entités étrangères établies dans des Etats à fiscalité privilégiée. Parmi ces mesures anti-évasion fiscale, on retrouve notamment les dispositifs CFC ou « Controlled Foreign Companies » institués par le Royaume-Uni, dont le pendant en France est caractérisé par *l'article 209B du code général des impôts* s'appliquant aux revenus des personnes morales et *l'article 123 bis du code général des impôts*, s'appliquant aux revenus des personnes physiques.

La législation britannique, dite "*controlled foreign companies (CFC) legislation*", institue la règle selon laquelle une société mère britannique est imposable sur les résultats de ses filiales établies dans un pays étranger dès lors que ces filiales bénéficient d'un taux d'imposition très inférieur à celui en vigueur en Grande-Bretagne. Cette imposition exceptionnelle des bénéfices des filiales survient même si ces bénéfices ne sont pas distribués.

La législation française a prévu quant à elle un mécanisme de taxation en France des bénéfices réalisés par des filiales ou succursales établies dans des pays à fiscalité privilégiée. Il s'agit d'une dérogation au principe de territorialité et au principe de l'imposition séparée des personnes distinctes. Ce dispositif est énoncé à *l'article 209 B du CGI* et est issu de la loi n° 80-30 du 18 janvier 1980, modifié par la loi de finances pour 1993 mais également modifié plus récemment par la loi de finances pour 2005.

Le législateur a élargi les règles de ce dispositif destiné à lutter contre l'évasion fiscale aux personnes physiques, à travers *l'article 123 bis du CGI*. D'une façon générale, il s'agit de soumettre à l'impôt les revenus réalisés par une entité étrangère dont l'actif est principalement financier ou monétaire, même si ces revenus ne sont pas distribués. La volonté du législateur était de dissuader les contribuables résidents français d'utiliser ces structures à l'étranger à des fins d'optimisation fiscale.

Toutefois, *les articles 209 B et 123 bis du CGI* ont connu certaines difficultés de mise en œuvre mais aussi de compatibilité avec les conventions fiscales internationales et le droit communautaire.

Il conviendra ainsi d'évoquer brièvement dans une première partie, la législation britannique sur les CFCs ( I ) puis, dans une seconde partie, d'expliquer le fonctionnement général des *articles 209B et 123 bis du CGI* ( II ), enfin, dans une troisième partie, d'étudier les difficultés d'application et de compatibilité de ces articles avec les conventions fiscales et le droit communautaire ( III ).

## **I - La législation britannique sur les « Controlled Foreign Companies »**

La législation britannique sur les CFC vise à décourager les sociétés résidentes du Royaume-Uni d'utiliser des sociétés localisées dans pays à fiscalité privilégiée dans le but de soustraire certains de leurs bénéfices à l'impôt. Le Royaume-Uni a été le sixième pays après les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne, la France et le Japon, à mettre en place des règles visant à éviter l'évasion fiscale internationale.

La législation britannique prévoit toutefois un certain nombre d'exceptions parmi lesquelles le cas où la filiale exerce une véritable activité commerciale, le cas où elle est cotée et celui où elle satisfait au test du «*mobile*» en démontrant que la raison principale de son implantation n'est pas l'obtention d'une diminution des bénéfices imposables au Royaume Uni ni, par le biais des transactions entre la filiale étrangère et la société britannique, la poursuite d'un objectif principal d'évasion fiscale.

#### **a) Définition d'une CFC**

Elle comporte trois éléments :

- la société doit être non résidente du Royaume-Uni  
Depuis 1988, le critère est celui de la construction et non plus le lieu où la direction centrale et le contrôle de la société sont exercés.
- la société en cause doit être contrôlée par une ou plusieurs personnes ou sociétés résidentes du Royaume-Uni  
La notion de contrôle concerne le contrôle direct et le contrôle indirect, et implique le contrôle de la majorité soit des droits de vote, du capital, des droits à distribution de dividendes ou des droits dans l'éventuel boni de liquidation. (Pour les exercices fiscaux ouverts depuis le 20 mars 2000, le contrôle peut également résulter du pouvoir dont dispose une personne pour s'assurer que la société est gérée conformément à ses désirs que ce soit à raison des actions qu'elle détient dans la société en cause ou dans une autre société ou des pouvoirs qui lui sont accordés par les statuts ou tout autre document de la société ou de tout autre société. Si deux personnes ou plus disposent ensemble, de tels pouvoirs, elles sont considérées contrôler la société).
- le régime local d'imposition doit répondre aux critères de régime fiscal privilégié posés par la législation britannique  
Un régime fiscal étranger est considéré comme étant privilégié au regard de la législation britannique sur les CFCs si le taux d'imposition pratiqué est inférieur d'au moins 25% à celui qui serait appliqué au Royaume-Uni si la société y avait eu sa résidence fiscale.

#### **b) Conséquences fiscales**

La société résidente du Royaume-Uni détenant plus de 10% d'une société considérée comme

une CFC est imposable au Royaume-Uni sur sa part des bénéfices de cette dernière. Toutefois, une société britannique n'est pas imposée sur de tels revenus si ces derniers représentent moins de 10% de ceux dégagés par la société étrangère distributrice. Les actionnaires peuvent toutefois imputer l'éventuel impôt payé à l'étranger sur celui dont ils sont redevables au Royaume-Uni. Il en va de même pour les impôts retenus à la source au Royaume-Uni sur les revenus de la CFC.

## **II – Le fonctionnement général des articles 209 B et 123 bis du CGI**

### **A - L'article 209 B du CGI**

Cet article permet à l'administration fiscale de taxer à l'impôt sur les sociétés les bénéfices réalisés par les implantations de sociétés françaises bénéficiant à l'étranger d'un régime fiscal privilégié.

**L'objectif** de ce texte est de **dissuader les entreprises françaises de localiser leurs bénéfices dans des pays ou territoires à fiscalité privilégiée, ou encore d'abuser de l'application combinée des règles de territorialité de l'impôt sur les sociétés et du régime des sociétés mères.**

#### **I- Le dispositif en vigueur jusqu'au 31 décembre 2005**

L'imposition spécifique prévue par *l'art. 209 B CGI* visait **les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, exploitant une entreprise hors de France, ou détiennent directement ou indirectement de 10 % au moins des droits dans une société étrangère, si ces entités bénéficiaient d'un régime fiscal privilégié, au sens de l'art. 238 A CGI.**

Il s'agissait donc des personnes morales françaises :

- exerçant une activité hors de France par l'intermédiaire d'un établissement stable situé à l'étranger ou par l'entremise d'une exploitation commerciale
- Ou propriétaires de droits dans une société ou un groupement étranger.

Par application de *l'art. 238 A CGI*, les entités domiciliées ou établies hors de France étaient regardées comme soumises à un régime fiscal privilégié dans l'état ou le territoire considéré si elles n'y étaient pas imposables ou si elles y étaient assujetties à des impôts sur les bénéfices ou le revenu notablement moins élevé qu'en France.

*D'une manière générale, la jurisprudence et la doctrine administrative considèrent que la notion de régime fiscal privilégié recouvre les Etats ou territoires dans lesquels l'entité étrangère concernée est soumise à un impôt inférieur d'au moins 1/3 à celui qu'elle aurait supporté en France à raison des mêmes opérations.*

#### **D- Participation de la personne morale dans l'entité établie hors de France**

• **Champ d'application :**

**La personne morale entrain dans le champ d'application de l'art. 209 B, si :**

- elle détenait directement ou indirectement 10 % au moins des actions, des parts, droits financiers ou droits de vote dans une société ou un groupement établi hors de France
- ou détenait dans cette société ou ce groupement une participation dont le prix de revient est égal ou supérieur à 22 800 000 € (à condition que la société ou groupement soit soumis à un régime fiscal privilégié).

*L'article 209 B* couvre également les succursales, ou, plus généralement, les entreprises exploitées hors de France au sens de *l'article 209-I du CGI*, mais également les groupements et assimilés (tous les organismes sans capital) (ex : GIE)

• **La date à laquelle il convient de se placer** si le pourcentage de 10 % ou le montant du prix de revient de la participation était atteint, est la date de clôture de l'exercice de la société ou du groupement établi hors de France. Toutefois, il convient de retenir le pourcentage ou le montant du prix de revient de la participation pendant au moins 183 jours au cours de l'exercice, si ce pourcentage ou ce montant est plus élevé (ce qui permet d'éviter de « jouer » sur ce seuil pour éluder l'article 209B).

• **Notion de détention indirecte :**

**= actions, part, droits financiers ou de vote détenus par l'intermédiaire d'une chaîne indirecte d'imbrication des actions, parts, droits financiers ou de vote.**

L'appréciation du pourcentage des actions, parts, droits financiers ou de vote s'opère en multipliant entre eux les taux de détention successifs.

La détention indirecte s'entend également des actions, parts, droits financiers ou de vote détenus directement ou indirectement :

- par les salariés ou les dirigeants de droit ou de fait de la personne morale ;
- par une personne physique, son conjoint ou leurs ascendants ou descendants lorsque l'une au moins de ces personnes est directement ou indirectement actionnaire, porteuse de parts, titulaire de droits financiers ou de vote dans cette personne morale ;
- par une société ou groupement ayant en commun avec la personne morale un actionnaire, un porteur de part ou titulaire de droits financiers ou de vote qui dispose directement ou indirectement du nombre le plus élevé de droits de vote dans cette société ou groupement et dans cette personne morale ;
- par un partenaire commercial de la personne morale dès lors que les relations entre cette personne morale et ce partenaire sont telles qu'il existe entre eux un lien de dépendance économique.

## **E- Conditions d'imposition**

Les bénéfices réalisés par l'entité établie hors de France sont réputés acquis par l'entreprise française le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la clôture de l'exercice de la société établie hors de France.

### **1° La proportion des résultats à retenir**

Les résultats passibles de l'impôt français sont déterminés en proportion des droits détenus directement et indirectement.

### **2° La reconstitution des résultats obtenus hors de France**

- La société française doit établir pour chacune de ses exploitations étrangères un bilan de départ dont l'actif net sert de base à la détermination du résultat des entités étrangères.
- Les résultats étrangers sont déterminés d'après les règles fiscales françaises.
- Les éléments d'actif sont inscrits en monnaie locale au bilan suivant le bilan de départ. Seuls les résultats font si nécessaire l'objet d'une conversion de change en € à la clôture de l'exercice considéré.
- Les bénéfices, imposables au nom de l'entreprise française en vertu de *l'art. 209 B*, font l'objet d'une imposition séparée : ce qui empêche toute compensation avec les autres résultats déclarés par la personne morale.

## **F- Elimination de la double-imposition**

Au moment de l'imposition des bénéfices, l'élimination de la double imposition est assurée par :

- la non imposition au nom de la personne des bénéfices correspondant aux droits détenus indirectement par l'intermédiaire d'autres entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés en France au titre de *l'art. 209 B*, et à raison des mêmes bénéfices.
- la non imposition des bénéfices correspondant aux droits détenus indirectement sous couvert d'une communauté d'intérêts.
- l'imputation sur l'impôt sur les sociétés exigible en France des impôts de même nature acquittés dans le pays ou le territoire dans lequel la société ou l'exploitation est établie.
- L'imputation sur l'impôt sur les sociétés exigible en France au titre de *l'article 209 B* des prélèvements effectués conformément aux conventions internationales sur les distributions à la personne morale ou à l'entreprise.

Cette élimination de la double-imposition au moment de la distribution des bénéfices est assurée par la déduction du résultat fiscal de l'entreprise françaises des dividendes et produits reçus de la société établie hors de France.

Remarque : des clauses de sauvegarde peuvent exister

**Si la personne morale française établit que les opérations de l'entité étrangère n'ont pas principalement pour effet de permettre la localisation des bénéfices dans un pays à fiscalité privilégiée, elle échappe à l'imposition prévue par l'article 209 B.**

*La charge de la preuve incombe dans cette situation à l'entité française.* Dans cette hypothèse, la loi va considérer que la preuve est rapportée s'il est établi que l'entité étrangère a principalement une activité industrielle ou commerciale effective, et qu'elle démontre qu'elle réalise ces opérations de façon prépondérante sur le marché local.

## **II - Le nouveau dispositif et les aménagements apportés à l'209 B**

*L'article 209 B du CGI* qui permet d'imposer les entreprises françaises sur les bénéfices de leurs filiales et établissements stables implantés dans un pays à fiscalité privilégiée a été profondément aménagé à l'occasion de la loi de finances du 30 décembre 2004.

Ce nouveau dispositif est applicable depuis le 1er janvier 2006 à raison des bénéfices des structures étrangères réalisés au cours des exercices clos en 2005 et réputés acquis en 2006 par l'entreprise française.

Le décret d'application n° 2006-1309 du 25 octobre 2006, publié au Journal officiel du 27 octobre 2006, précise les conditions d'application de ce dispositif qui a été codifié aux *articles 102 SA à 102 ZB de l'annexe II au CGI* et l'instruction du 16 janvier 2007 (BOI 4H -1 -07) confirme ce nouveau régime.

L'intervention du législateur paraissait pourtant acquise, notamment depuis *l'arrêt Schneider Electric* CE, 28 juin 2002, par lequel le Conseil d'Etat a jugé ***l'article. 209 B était inapplicable en présence d'une convention fiscale qui ne réserve pas à la France la possibilité de le mettre en œuvre.***

De plus l'appréciation stricte des principes de liberté d'établissement et de liberté de circulation des capitaux rendait incertaine la compatibilité de ce texte avec le droit communautaire.

Les aménagements qui ont été opérés ont notamment pour objectif de résoudre ces difficultés.

### **D- Le champ d'application**

#### **1° Les structures étrangères concernées**

Dans sa rédaction nouvelle, *l'article 209 B* vise les entreprises, sociétés ou groupements situés hors de France.

Deux types d'entités établies dans un état étranger sont envisagés :

- d'une part, **les entreprises exploitées (établissements ou succursales) par une personne morale établie en France.**
- d'autre part, **les entités juridiques dans lesquelles la personne morale établie en France détient directement ou indirectement une participation majoritaire.**

L'expression **entité juridique** s'applique donc à un champ extensif de structures dont le texte donne une énumération :

- **personnes morales,**
- **organismes,**



- fiducies,
- ou institutions comparables.

→ Cette nouvelle terminologie permet de viser **toutes les structures juridiques imposables contribuant à l'évasion fiscale, y compris les associations et les entités inconnues du droit civil français** (ex. : les trust).

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 209 B dispose également que l'entité juridique doit être « **établie ou constituée hors de France** », et non plus simplement « établie ».

## 2° Notion de régime fiscal privilégié

La nouvelle rédaction de *l'art. 209 B* retient la condition relative à la soumission de l'entreprise ou de l'entité juridique étrangère à un **régime fiscal privilégié**, en renvoyant pour la définition de cette notion à *l'art. 238 A du CGI*.

La référence à un « écart notable » entre l'impôt acquitté à l'étranger et l'impôt français est supprimé au profit d'une définition de l'écart d'imposition.

Caractérise désormais le régime fiscal privilégié une **différence de plus de 50 % entre l'impôt acquitté à l'étranger et celui dont l'entreprise ou l'entité aurait été redevable en France dans des conditions de droit commun**.

Remarque : la modification de *l'art. 238 A CGI* a des conséquences pour l'application des *articles 57 et 155 A* (rémunérations de services versés à l'étranger), qui renvoient à ce texte pour la définition du régime fiscal privilégié.

On est passé d'un seuil de 2/3 fixé par la jurisprudence à un seuil légal de 50 %.

## 3° Participations détenues par la personne morale française

Le nouveau texte n'apporte **pas de modifications sur la nature des participations requises** (actions, parts, droits financiers ou de vote). En revanche, il **relève le seuil de participation** et met en place une **clause anti-abus**.

### • Relèvement du seuil de participation

En application du nouveau texte, la personne morale française entre dans le champ d'application de *209 B* lorsqu'elle **détient directement ou indirectement dans l'entité juridique établie hors de France, plus de 50 % des actions, parts, droits financiers ou de vote**.

Ce nouveau seuil de participation requis correspond au niveau à partir duquel un actionnaire dispose d'un pouvoir de contrôle dans une société.

Le décret du 25 octobre 2006 précise que, pour apprécier si le seuil de 50% est dépassé, il y a lieu de retenir le pourcentage de la participation au jour de la **clôture de l'exercice** de l'entité juridique établie hors de France ou, en l'absence d'exercice clos au cours d'une année, à la clôture de l'exercice de la personne morale française.

Toutefois, il y a lieu de retenir, s'il est plus élevé, le pourcentage de la participation détenu pendant une période continue ou discontinue d'au moins **183 jours au cours de l'exercice** de l'entité juridique ou, à défaut, à la clôture de l'exercice de la personne morale française.

### • L'introduction d'une clause anti-abus

But : Il s'agit d'une disposition nouvelle qui a pour **objet de prévenir les situations où des entreprises s'entendraient pour co-détenir une structure établie hors de France, mais en se plaçant individuellement sous le seuil de 50 %**.

Contenu : La loi prévoit que **l'abaissement du seuil de détention à 5 %**, lorsque **plus de 50 des titres sont détenus** :

- soit **par des entreprises établies en France**
- soit **par les entreprises placées directement ou indirectement dans une situation de contrôle ou de dépendance au sens de l'art. 57 CGI à l'égard de la personne morale établie en France.**

Lorsque les titres détenus par les entreprises établies en France sont des titres de sociétés cotées, l'administration doit démontrer que les entreprises françaises ont agi de concert.

Cette exigence a pour but d'éviter que certaines entreprises soient involontairement dans le champ de l'art. 209 B.

Exemple :

4 sociétés françaises (A, B, C, D) détiennent une société dans un pays à fiscalité privilégiée :

A : 5 %

B : 20 %

C : 15 %

D : 11 %

Par l'intermédiaire de la clause anti-abus, l'application de l'article 209 B est possible.

Sauf : particularité concernant les sociétés cotées : si les 4 sociétés ne se connaissent pas, il va falloir que l'administration démontre l'action de concert au regard de la société étrangère.

Dans cette hypothèse, la **dépendance peut être juridique ou de fait** :

La **dépendance de fait** peut découler :

- de relations commerciales entre clients, fournisseurs, ou de relations financières,
- du volume des relations ou des niveaux de prix pratiqués,
- de contrats qui lient les parties et qui donne à une des sociétés un pouvoir sur l'autre.

## **E- Les modalités d'application**

L'article 209 B retient désormais 2 qualifications possibles :

- pour les entreprises exploitées par les sociétés françaises, les résultats restent taxés à l'impôt sur les sociétés en tant que bénéfice
- pour les entités juridiques, les bénéfices sont réputés constituer des revenus de capitaux mobiliers de la personne morale française

### **1° Les bénéfices d'un établissement stable**

Ces bénéfices ne peuvent être imposés en France au nom de la société établie en France **que si les termes de la convention fiscale bilatérale conclue avec l'état d'implantation d'un établissement réserve expressément l'application de l'art. 209 B.**

Si tel n'est pas le cas, les bénéfices restent imposables dans l'autre état, en application de la convention.

Ces règles découlent directement de l'arrêt Schneider Electric (CE Ass, 28 juin 2002).

Actuellement, 25 conventions contiennent une clause exprès d'applicabilité de l'art. 209 B (avec le Japon, les Etats-Unis, l'Espagne).

Après l'arrêt Schneider Electric, il était nécessaire que chaque convention prévoie l'application de 209 B, et donc procède à une renégociation de nouvelles conventions.

### **2° Les bénéfices d'une entité juridique**

La loi tire les conséquences de l'arrêt Schneider Electric en prévoyant que les revenus

positifs de l'entité étrangère sont réputés constituer des revenus de capitaux mobiliers.

L'administration, s'appuyant sur la jurisprudence du Conseil d'Etat, semble considérer que ces revenus réputés distribués relèvent de la « clause balai » des conventions relatives aux revenus non dénommés.

Ces revenus de capitaux mobiliers sont généralement imposables dans l'état de résidence du bénéficiaire.

La nouvelle rédaction de l'*article. 209 B* marque l'abandon de la règle d'imposition séparée des résultats de la structure étrangère. Il sera donc possible de compenser les résultats bénéficiaires de cette structure avec les résultats de la personne morale française.

Le nouveau texte énonce que **l'impôt acquitté localement est imputable sur l'impôt établi en France**, à condition d'être comparable à l'impôt sur les sociétés.

S'il s'agit d'une entité juridique : imposition dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers dans la proportion des droits détenus directement ou indirectement par la personne morale française.

Dans les nouvelles disposition se trouve également introduite une autorisation de **l'imputation sur l'impôt français des retenues à la source supportées par l'entité étrangère sur les intérêts, les dividendes, et les redevances provenant d'états tiers**, à condition que l'état tiers doit être lié avec la France par une convention contenant une **clause d'assistance administrative**.

**L'imputation est limitée au montant correspondant au taux de retenue à la source** prévu par la convention fiscale liant la France à l'état tiers.

Les autres points ne font pas l'objet de modification.

Un mécanisme a été mis en place lors de la création du dispositif de l'*art. 209 B* afin d'éviter la double-imposition qui résulterait de la taxation des dividendes reçus et de l'assujettissement à l'impôt des revenus provenant des entités étrangères.

L'ensemble des doubles impositions peut être réglé dans le cadre de la **procédure d'entente** prévue par les conventions fiscales.

## **F- Les clauses de sauvegarde**

Dans sa nouvelle rédaction, l'*art. 209 B* contient des clauses de sauvegarde permettant d'échapper à l'application du dispositif. L'une de ces clauses est spécifique à la communauté européenne, l'autre concerne les entités extérieures à la communauté.

### **1° Clauses de sauvegarde dans le cadre communautaire**

L'*art. 209 B II* prévoit que le dispositif n'est **pas applicable si l'entité étrangère est établie dans un état de la Communauté européenne**, et que **son exploitation ou sa détention n'est pas constitutive d'un montage artificiel dont le but serait de contourner la législation fiscale**.

**La charge de la preuve de ce montage** incombe à **l'administration**.

L'administration va donner au montage un sens plus large que celui de l'abus de droit.

Dans ce cadre, la CJCE vient de préciser que la simple poursuite d'un objectif fiscal ne suffit pas à établir l'existence d'un montage artificiel (CJCE, 12 sept. 2006, aff. C-196/04, Cadbury Schweppes). Il n'y aura donc **montage artificiel** que si la création de la filiale et, par conséquent, ses opérations, sont dépourvues de toute réalité ou de toute substance économique.

## 2° Clauses de sauvegarde hors communauté européenne

*L'art. 209 B III* reprend un mécanisme de clause de sauvegarde proche de celui déjà existant :  
= **présomption d'inapplicabilité de l'art. 209 B**, qui peut toutefois être écartée dans certaines hypothèses.

Il résulte de *l'al. 1<sup>er</sup>* que ce dispositif de taxation « ne s'applique pas **lorsque les bénéfices ou revenus positifs de l'entreprise ou de l'entité juridique établie ou constituée hors de France proviennent d'une activité industrielle et commerciale effective, effectuée sur le territoire de l'état de son établissement ou de son siège** ».

La référence à la réalisation d'opérations « de façon prépondérante sur le marché local » est supprimée.

La réalisation de ces conditions fait présumer l'absence de fraude ou d'évasion fiscale.

### **B - L'article 123 bis du CGI**

Cet article a été introduit par la loi de finances pour 1999 et soumet à l'impôt les revenus réalisés par une entité étrangère dont l'actif est principalement financier ou monétaire, même si ces revenus ne sont pas distribués. La volonté du législateur était de dissuader les contribuables résidents français d'utiliser ces structures à l'étranger à des fins d'optimisation fiscale.

Ce dispositif est très directement issu de *l'article 209 B du CGI* qui s'applique aux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés. L'assimilation n'est cependant pas totale dans la mesure où, par exemple, *l'article 123 bis* fixe des règles de composition de l'actif qui n'existent pas pour *l'article 209 B* et où ce dernier prévoit l'application d'une clause de sauvegarde qui n'existe pas pour *l'article 123 bis*.

#### **1 - Le champ d'application**

Sont visées par *l'article 123 bis du CGI* **les personnes physiques fiscalement domiciliées en France**. Pour être imposées, ces personnes physiques doivent détenir, directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une chaîne de participation ou de la famille), **10 %** au moins des actions, parts, droits financiers ou droits de vote dans une structure, établie ou constituée hors de France et soumis à un régime fiscal privilégié au sens retenu par *l'article 238 A du CGI*.

L'appréciation de ce seuil de déclenchement de 10% est la même que pour *l'article 209 B* mais il est possible également de se placer en l'absence d'exercice clos au cours d'une année, le 31 décembre.

Les structures étrangères concernées sont : **une personne morale, un organisme, une fiducie, une institution comparable**.

L'application des termes « organisme » et « institution comparable » permet d'inclure dans le dispositif toutes les structures particulières existant à l'étranger. L'entité est établie dans un pays à fiscalité privilégiée même dans le cas où le siège de sa direction effective ne se trouverait pas dans ce pays. Il faut noter que les dispositions de *l'article 123 bis du CGI* ne sont susceptibles de s'appliquer que lorsque **l'actif ou les biens de cette structure étrangère sont constitués de valeurs mobilières ou de créances, de dépôts, de comptes courants**.

*L'article 123 bis* concerne les entités étrangères dont l'actif est constitué principalement de valeurs mobilières ou d'actifs financiers. Par ailleurs, la localisation des actifs est indifférente.

Pour déterminer si une telle structure étrangère est soumise à un régime fiscal privilégié, il faut la comparer avec une société ou une collectivité mentionnée à *l'article 206-1 du CGI*, soumise à l'impôt sur les sociétés en France.

Ainsi, la présence d'un régime fiscal privilégié était présumé si le prélèvement fiscal à l'étranger était inférieur d'au moins un tiers à l'impôt sur les sociétés qui aurait été supporté en France à raison des mêmes bénéfices et revenus. Aujourd'hui, l'écart est d'au moins 50%.

## **2 - Les modalités d'application**

Si les conditions de *l'article 123 bis du CGI* sont réunies, les bénéfices ou revenus positifs de la structure étrangère sont réputés constituer un revenu de capitaux mobiliers de la personne physique.

Le montant du revenu de capitaux mobiliers, imposable en France, est calculé proportionnellement aux actions, parts ou droits financiers que la personne physique détient directement ou indirectement dans cette structure.

Le revenu de capitaux mobiliers est déclaré en même temps que les autres revenus réalisés. L'impôt local acquitté à l'étranger est déductible des revenus de capitaux mobiliers de la personne physique.

On s'aperçoit que l'objectif de *l'article 123 bis du CGI* est de soumettre à l'impôt les revenus réalisés par une entité étrangère, même si ces revenus ne sont pas distribués à ladite personne physique. *L'article 123 bis du CGI* est considéré comme le pendant de *l'article 209 B du CGI* qui est applicable aux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés.

## **III - Les difficultés d'application et de compatibilité des articles 209 B et 123 bis du CGI avec les conventions fiscales internationales et le droit communautaire**

Les différences entre les deux articles ne concernent pas seulement le sujet passible de l'impôt. D'autres distinctions existent, notamment au regard des termes et des seuils appliqués. *L'article 209 B du CGI* soumet à l'impôt en France les résultats bénéficiaires de

l'entité étrangère pendant que *l'article 123 bis du CGI* s'applique aux revenus de capitaux mobiliers de la personne physique. *L'article 209 B du CGI* ne fait pas dépendre son application de l'actif caractéristique de l'entité étrangère comme le fait *l'article 123 bis*. Ensuite, *l'article 123 bis du CGI* ne permet pas au contribuable français de démontrer l'absence de fraude comme cela est le cas à *l'article 209 B du CGI*. La comparaison des deux articles semble être importante dans le débat sur la compatibilité de ces deux articles avec les conventions fiscales internationales (I) et avec le droit communautaire (II).

## **I - La compatibilité avec les conventions fiscales internationales**

### **1) L'invocabilité des conventions fiscales internationales en présence des articles 209 B et 123 bis du CGI**

Plus concrètement, il s'agit de savoir si le contribuable peut se prévaloir d'une convention fiscale internationale quand l'administration fiscale entend appliquer à son encontre *l'article 209 B* ou *l'article 123 bis du code général des impôts*.

Reportons-nous à l'arrêt Schneider Electric du par le Conseil d'Etat du 28 juin 2002.

Dans cette affaire, pour l'administration fiscale, il n'y avait pas lieu d'appliquer la convention fiscale franco-suisse. Selon cette dernière, les conventions fiscales ont pour objet d'éliminer les doubles impositions juridiques, c'est-à-dire les cas d'impositions d'une même personne par plusieurs Etats à raison d'un même revenu.

Cette argumentation concernait *l'article 209 B* et peut tout aussi bien concerner *l'article 123 bis*. En effet, deux personnes juridiquement distinctes sont imposées, la société étrangère d'une part et la personne physique d'autre part.

Dans l'arrêt Schneider Electric, le Conseil d'Etat n'a pas suivi cette analyse. Il a considéré qu'il y avait identité entre les bénéfices d'exploitation de la société étrangère et les résultats bénéficiaires de cette même société imposée en France au nom de la société française.

Cette solution peut très certainement être transposée à *l'article 123 bis*. La seule différence concerne le résident français. Il ne s'agit plus d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés, mais d'une personne physique soumise à l'impôt sur le revenu. Cette différence ne semble pas pouvoir changer la position du juge.

Ainsi, par référence à l'arrêt Schneider, on peut conclure que les conventions fiscales internationales sont applicables en présence de *l'article 123 bis*.

### **2) Les incidences des conventions fiscales internationales sur les articles 209 B et 123 bis du CGI**

Dans son rapport, le député Didier Migaud qualifiait *l'article 123 bis* de « 209 B personnes physiques »<sup>1</sup>. Il précise que pour le Gouvernement, *l'article 123 bis* serait compatible avec toutes les conventions fiscales internationales.

---

<sup>1</sup> Rapp. Migaud : JO doc. AN 1998-1999, n° 1111, t. III, page 194

Les arguments du Gouvernement, pour justifier cette compatibilité sont les suivants :

Le dispositif ne crée pas de double imposition du point de vue du droit. En effet, deux personnes différentes sont taxées.

De plus, les conventions fiscales internationales ont pour objet de lutter contre l'évasion fiscale, tout comme les dispositions nationales.

Enfin, la clause figurant dans les conventions selon laquelle les bénéfices d'une entreprise ne sont imposables que dans l'Etat où elle est établie n'est pas applicable puisque *l'article 123 bis* concerne les personnes physiques et non les entreprises. Ce dernier argument, comme le souligne Xavier Cabannes, peut paraître paradoxal.

En effet, le Gouvernement semble vouloir sous-entendre que seuls les bénéfices d'une entreprise ne sont pas imposables hors de l'Etat où elle est établie. Les revenus des particuliers sont donc imposables en France. A contrario, l'imposition mise en place par *l'article 209 B* serait donc incompatible avec les conventions fiscales internationales.

En fait, depuis la censure de *l'article 209 B* par le Conseil d'Etat dans l'arrêt *Schneider Electric*, le problème principal peut se poser de la manière suivante : Peut-on considérer que l'application de *l'article 123 bis* a pour conséquence d'imposer en France des bénéfices résultant de l'exploitation d'une société établie à l'étranger ?

Si la réponse est positive, cette disposition est contraire aux conventions fiscales qui stipulent que les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé.

Dans cette hypothèse, *l'article 123 bis* aurait donc pour effet d'imposer en France les bénéfices d'une société établie à l'étranger et ce, alors même que ladite société ne dispose pas en France d'établissement stable.

Néanmoins, dans l'affaire *Schneider*, le commissaire du gouvernement, Stéphane Austry, avait développé une analyse différente. Selon lui, les sommes provenant de la société étrangère ne devraient pas être qualifiées de bénéfices d'exploitation mais de revenus réputés distribués.

Donc, en qualifiant ces sommes de revenus réputés distribués, cela permettait d'attribuer à la France le droit d'imposer tout en respectant les conventions fiscales.

Mais le Conseil d'Etat n'a pas approuvé ce raisonnement et a considéré que les dispositions de *l'article 209 B* ont pour objet de permettre l'imposition en France des bénéfices résultant de l'exploitation d'une société établie à l'étranger et non, contrairement à ce que soutient le commissaire du gouvernement, des distributions de bénéfices réputées opérées par cette société étrangère à l'actionnaire résidant en France.

Par conséquent, affirmer que la solution retenue par le Conseil d'Etat est transposable à *l'article 123 bis* peut paraître présomptueux.

En effet, *l'article 209 B* utilise plusieurs fois le terme « bénéfice ». Il était dès lors difficile de soutenir qu'il s'agissait de revenus réputés distribués. La rédaction de cette disposition explique donc en grande partie la solution retenue par le Conseil d'Etat.

Au contraire, *l'article 123 bis* précise, dans son paragraphe 1<sup>er</sup>, que lorsque les conditions d'application de ce dispositif sont réunies, les bénéfices ou revenus positifs de l'entité étrangère sont réputés constituer un revenu de capitaux mobiliers.

En principe, seul l'Etat de résidence de la société distributrice peut se prévaloir de la faculté de qualifier ces sommes de revenus distribués.

En effet, dans l'arrêt « *SA Bank Polska* » (CE, 31 janv. 2001, n° 199.543), si l'Etat français a le droit de réputer distribués des revenus, c'est exclusivement dans l'hypothèse où la société

débitrice est située en France, c'est-à-dire si celle-ci dispose d'un établissement stable en France.

La référence à ce concept est essentielle pour apprécier si des activités industrielles ou commerciales exercées dans un Etat ou territoire autre que celui de la résidence de la personne morale concernée sont imposables au lieu de la résidence ou, au contraire, au lieu d'exercice d'activité.

L'établissement stable est défini dans la plupart des hypothèses comme désignant une installation fixe d'affaire par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

Par conséquent, admettre la validité de *l'article 123 bis* reviendrait donc à doter l'Administration fiscale du pouvoir de qualifier les revenus réalisés par une société non-résidente et non-imposable en France.

Or, l'arrêt « Ministre contre Banque française de l'Orient » du 13 octobre 1999 précise que la qualification de sommes distribuées par une société doit être faite conformément aux dispositions législatives de l'Etat de résidence de la société débitrice et non au regard des règles applicables dans l'Etat de résidence du bénéficiaire des revenus réputés distribués.

En l'espèce, si le juge a retenu la notion de revenus réputés distribués, c'est bien en raison de la qualité de résidente française de la société débitrice.

Donc, le Conseil d'Etat, par cette jurisprudence, n'a pas entendu conférer à l'Administration la faculté de contrôler les sociétés étrangères.

Ainsi, si le législateur a rédigé avec plus de rigueur l'article 123 bis du code général des impôts, ce dernier ne devrait pas pour autant échapper à la censure du Conseil d'Etat. Cela dit, le raisonnement tenu par l'Administration est pertinent si bien que la sécurité juridique semble bien illusoire pour le contribuable.

## **II - La compatibilité des articles 209 B et 123 bis du CGI au regard du droit communautaire**

Les principes de liberté d'établissement, de libre prestation de services et de liberté de circulation des capitaux sont susceptibles d'être contraire aux *articles 209 B et 123 bis du CGI* (A). Pour que les Etats puissent justifier cette opposition, ces derniers doivent invoquer des raisons impérieuses d'intérêt général mais encore faut-il que ces justifications soient suffisantes au regard du principe de proportionnalité (B).



## **A) L'incompatibilité de ces articles au regard des libertés fondamentales reconnues par le droit communautaire**

### **1) Le principe de liberté d'établissement**

La liberté d'établissement est garantie par les articles 43 à 48 du Traité CE.

D'après la jurisprudence de la CJCE, ces dispositions ont un effet direct depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1970. La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non-salariées et à leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprise et celle des sociétés.

Pour qu'une société puisse se prévaloir de cette liberté, elle doit exercer une activité économique au sein de la communauté européenne.

Les personnes physiques résidentes de France qui effectuent leur investissement par le biais d'entités soumises aux dispositions de l'article 123 bis du CGI, notamment en constituant des holdings dans d'autres Etats membres ou en prenant des participations dans de tels holdings, seront confrontées à l'opposition entre la liberté d'établissement et l'article 123 bis du CGI ;

On peut se poser la question de savoir si une société exerçant une activité de holding pure peut être concernée par la liberté d'établissement. Or, comme cette société poursuit un but lucratif, il est évident que la condition de la poursuite d'une activité économique est remplie. Donc, on peut constater que ces sociétés bénéficient de la liberté d'établissement.

La CJCE a confirmé cette hypothèse par son arrêt « Centros » (CJCE, aff. 212/97, arrêt du 9 mars 1999). Le juge a annoncé que l'absence d'exercice effectif d'activités commerciales dans un Etat membre par une société constituée en conformité avec la législation de cet Etat membre n'est pas un obstacle à l'application, dans un autre Etat membre, de la liberté d'établissement à cette société.

D'autre part, un recours avait été exercé par une société contre le régime britannique dit "*CFC rules*", l'équivalent de *l'article 209 B du CGI* français et la Cour de Justice des Communautés Européennes devait statuer sur la compatibilité de ce dispositif de lutte contre l'évasion fiscale avec le droit communautaire.

En l'espèce, le groupe Cadbury détenait, par l'intermédiaire de Cadbury Schweppes Overseas Ltd, une société de droit britannique, deux filiales localisées en Irlande. Ces deux filiales bénéficiaient du taux d'imposition favorable de 10 % en vigueur pour les Centres internationaux de services financiers de Dublin et entraient de ce fait dans le champ d'application de la législation britannique sur les CFC. A la suite d'un contrôle fiscal, la société Cadbury Schweppes Overseas Ltd a été redressée sur le résultat bénéficiaire d'une de ces filiales.

Le 12 septembre 2006 (Cadbury Schweppes - affaire C-196/04), la Cour de Justice des Communautés Européennes a jugé qu'une législation anti-évasion fiscale par laquelle une société mère est taxée sur les bénéfices de sa filiale est contraire aux libertés fondamentales prévues par le traité de Rome (art. 43 et art. 48 CE) sauf lorsque la filiale n'exerce pas une activité économique effective dans l'Etat membre dans lequel elle est implantée (montage purement artificiel dans un but d'évasion fiscale). On peut donc considérer qu'il en serait de même concernant *l'article 209 B du CGI*.

### **2) Le principe de la libre prestation de services**

Les gestionnaires de fonds, établis dans d'autres Etats membres que la France, qui proposent des investissements au moyen d'entités visées par *l'article 123 bis du CGI* et considérées par la France comme étant soumises à un régime fiscal privilégié, seraient en droit d'invoquer le principe de la libre prestation de services.

La libre prestation de services est garantie par les articles 49 à 55 du Traité CE. Selon la jurisprudence de la CJCE, la seule condition d'applicabilité de ce principe est d'avoir un établissement principal sur le territoire communautaire.

*L'article 123 bis du CGI* exige une déclaration spéciale du résultat de la structure étrangère qui constitue une entrave à la libre prestation de services selon la décision de CJCE (affaire 118/96, Jessica Safir, 28 avril 1998 ). Pour que l'investisseur puisse déterminer le rendement de l'opération fiscale, il doit savoir si l'entité étrangère est soumise ou non à un régime fiscal privilégié. A cette fin, il doit comparer les deux régimes, ce qui sera très difficile pour lui. Dans ce cadre, *l'article 123 bis du CGI* est une entrave sérieuse à la liberté des services.

### **3) Le principe de la liberté de circulation des capitaux**

Pour que ce principe puisse être effectif, le Conseil a adopté la Directive 88/361 du 24 juin 1988 dont l'article premier oblige les Etats membres, d'une manière générale et définitive à supprimer les restrictions aux mouvements de capitaux. Ce changement a conduit la Cour à reconnaître l'effet direct dudit principe.

Sur le terrain fiscal, la Cour a soulevé la confrontation des mesures nationales fiscales avec la liberté de circulation des capitaux dans l'arrêt « Verkooijen »(CJCE, 6 juin 2000, aff. C-35/98). Dans cette affaire, l'administration fiscale des Pays-Bas refusait d'accorder le bénéfice d'une exonération de l'impôt sur le revenu à M. Verkooijen, pour les dividendes d'actions perçus d'une société établie dans un Etat-membre autre que les Pays-Bas. L'objectif de cette réglementation était d'une part, d'améliorer les fonds propres des entreprises, d'autre part, de stimuler l'intérêt des personnes privées pour les actions néerlandaises. La Cour a constaté que les dispositions de la Directive n° 88/361, et donc, la liberté de circulation des capitaux s'opposaient à une législation telle que celle des Pays-Bas.

En effet, la Cour de justice des Communautés européennes reconnaît pleinement la portée fiscale de la liberté de circulation des capitaux qui prend place parmi les libertés fondamentales aux côtés de la liberté d'établissement et de la liberté de prestation de services. Dans le cas où il y aurait une concurrence entre la liberté de circulation des capitaux et les deux autres libertés fondamentales et en présence d'une atteinte directe à la liberté de circulation des capitaux qui n'entraîne qu'indirectement un obstacle pour l'établissement ou la prestation de services, seules les dispositions relatives aux mouvements des capitaux sont applicables. La liberté de circulation des capitaux constitue désormais un nouveau moyen permettant l'examen de la conformité des législations nationales avec le droit communautaire. Appliqué à la législation fiscale française, on peut constater qu'un débat peut être ouvert sur la comptabilité des *articles 209 B et 123 bis du CGI* avec la liberté de circulation des capitaux lorsque la situation mise en cause par leur application comporte un mouvement de capitaux au sein de la Communauté européenne.

#### **B) Les justifications possibles des entraves aux libertés fondamentales**

Les Etats membres ont, dans certains cas, la possibilité de présenter des justifications aux restrictions fiscales (1), mais cette possibilité est limitée par le principe de proportionnalité (2).

#### **1) Les Etats peuvent entraver les libertés fondamentales**

Concernant les *articles 123 bis et 209 B du CGI*, on peut y voir une sorte de protectionnisme, dans le sens où ces articles concernent des contribuables qui souhaitent prendre des participations ou acquérir des titres, des parts d'organismes dans des entités d'autres Etats-

membres bénéficiant d'un régime fiscal privilégié au sens de *l'article 238 A du CGI*. Pour pouvoir justifier les entraves aux libertés fondamentales, les Etats doivent invoquer des raisons impérieuses d'intérêt général ou selon l'article 58 du Traité, des mesures nécessaires pour faire échec aux infractions à leur réglementation.

La Cour de justice a décidé qu'un objectif purement économique tel que la promotion de l'économie nationale ne peut, en aucun cas, constituer une raison impérative d'intérêt général justifiant l'entrave à une liberté fondamentale (CJCE, 28 avril 1998, aff. C-120/95, Decker )

Depuis l'arrêt « Bachmann » (CJCE, 28 janvier 1992, aff. 204/90), qui avait admis la justification présentée par la Belgique de la nécessité de préserver la cohérence du système fiscal national, l'argument a été invoqué plusieurs fois par les Etats-membres mais systématiquement écarté par la Cour.

La nécessité de préserver la cohérence d'un système fiscal ne peut justifier une restriction à une liberté fondamentale, que s'il existe un lien direct, du chef d'un seul et même contribuable, entre un avantage fiscal et une imposition.

La jurisprudence est, en revanche, plus subtile en ce qui concerne la lutte contre l'évasion fiscale. Si le juge communautaire admet la faculté pour un Etat-membre de justifier une entrave par la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, il se montre très restrictif (CJCE, aff. 264/98, arrêt du 16 juillet 1998 « Impérial Chemical Industries »). La possibilité de déroger à une liberté fondamentale est subordonnée à la démonstration par l'Etat-membre de l'existence d'une situation d'évasion ou de fraude fiscale. Par sa jurisprudence, la CJCE condamne toute législation nationale ayant pour objet ou pour effet de priver de manière générale et indéterminée une catégorie d'acteurs économiques au seul motif de leur lieu de situation.

## **2) Le principe de proportionnalité comme limite des justifications des entraves fiscales**

Ce principe signifie qu'une sujétion ne peut être imposée que dans la mesure strictement nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi. La CJCE déclare que « l'institution d'une règle revêtant une portée générale excluant automatiquement certaines catégories d'opérations de l'avantage fiscal, qu'il y ait ou non effectivement évasion ou fraude fiscale, irait au-delà de ce qui est nécessaire pour éviter une telle fraude ou une telle évasion fiscale » (CJCE, aff. 28/95, arrêt du 17 juillet 1997, « Leur-Bloem »).

*Les articles 123 bis et 209 B* contiennent une présomption de l'existence d'une infraction. Par conséquent, les contribuables doivent supporter la charge de la preuve à la place de l'Etat-membre qui restreint la liberté fondamentale. Cela dit, le principe de proportionnalité dégagé par la Cour va conduire l'Etat-membre à supporter cette charge.

### **Bibliographie :**

#### **➤ Les ouvrages :**

- Bruno Gouthière, Les impôts dans les affaires internationales, Editions Francis Lefebvre, 6<sup>ème</sup> édition
- Paradis fiscaux et opérations internationales, Editions Francis Lefebvre, 2<sup>ème</sup> édition
- Bernard Castagnède, Précis de fiscalité internationale, Editions PUF, 2<sup>ème</sup> édition

➤ **Les articles :**

- Stéphane AUSTRY, « Mode d'emploi des conventions fiscales bilatérales » (conclusions sous CE Ass, 28 juin 2002, Ministre contre Société Schneider Electric), BDCF, 10/02, n° 120
  - Patrick DIBOUT, « La compatibilité de l'article 209 B du CGI avec les conventions fiscales internationales en question. Réflexions à propos d'une contrariété de jurisprudences », Droit Fiscal, 1997, n° 18, pp. 600-605
  - Patrick DIBOUT, « L'inapplicabilité de l'article 209 B du CGI face à la convention fiscale franco-suisse du 9 septembre 1966 (À propos de l'arrêt CE, Ass., 28 juin 2002, Schneider Electric) », Droit Fiscal, 2002, n° 36, pp. 1133-1141
  - Olivier FOUQUET, « La lutte contre les paradis fiscaux : résurrection de l'article 209B », Revue Administrative, 2005, n°343, pp.49-51 ; Philippe JUILHARD, « Pour qui sonne le glas ? Propos inconvenants sur l'article 209 B », RJF, 4/01, pp. 303-304
  - Réforme de l'article 209 B du CGI, loi de finances pour 2005, article 104, Droit fiscal n°1-2, page 132
  - Quelques précisions sur le nouveau dispositif anti-évasion fiscale..., Lamy Fiscalité des opérations internationales, n°39, décembre 2006
  - L'article 123 bis : un dispositif en sursis ?, Revue fiscalité européenne et Droit international des affaires, n° 138, 2004, J-P. Sollberger
  - L'article 123 bis du CGI à la lumière des principes posés par l'arrêt « Schneider » Droit et Patrimoine, n° 115, mai 2003, p.48, Maurice-Christian Bergerès
  - L'imposition des revenus des personnes physiques provenant d'entités établies à l'étranger bénéficiant d'un régime à fiscalité privilégié, JCP E, n° 24, 17 juin 1999, p.1042, Xavier Cabannes
- Code général des impôts (2006)
  - Décret n°2006-1309 du 25 octobre 2006 (*Legifrance.gouv.fr*)
  - Bulletin Officiel Des Impôts 4H-1-07 (instruction du 16 janvier 2007)